

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 25/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EVERGREEN GARDEN CARE (ex SCOTTS FRANCE)**

21 chemin de la Sauvegarde  
69130 Écully

Références : 2025-V3-128

Code AIOT : 0007006138

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2025 dans l'établissement EVERGREEN GARDEN CARE (ex SCOTTS FRANCE) implanté Rue des Cligneux 59330 Hautmont. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EVERGREEN GARDEN CARE (ex SCOTTS FRANCE)
- Rue des Cligneux 59330 Hautmont
- Code AIOT : 0007006138
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Ce site dispose d'une superficie de 5,18 ha répartie exclusivement en surfaces couvertes (1,96 ha) et en surfaces imperméabilisées (3,22 ha).

Le site d'Hautmont est spécialisé dans la fabrication de terreaux : préparation des mélanges, ensachage et distribution.

Les matières premières sont entreposées à l'extérieur des bâtiments et sont transportées de la zone de stockage jusqu'à l'entrée de la chaîne de production où toute la préparation est faite automatiquement. La production est conditionnée en sacs puis palettisée.

Les palettes de produits sont ensuite récupérées en fin de chaîne de production avant expédition.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Télésurveillance	Arrêté Préfectoral du 05/12/2017, article 7.5.1.2	Sans objet
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 05/12/2017, article 7.6.2	Sans objet
3	Extincteurs	Arrêté Préfectoral du 05/12/2017, article 7.6.2.2	Sans objet
4	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 05/12/2017, article 7.6.4	Sans objet
5	7.1.1	Arrêté Préfectoral du 05/12/2017, article 7.1.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 5/12/2017 examinées.

Cependant, l'inspection demande à l'exploitant de se munir d'un plan général des ateliers et des stockages répertoriant les risques ainsi que leur nature ainsi que de signaler les risques à l'entrée des différentes zones du site, en particulier la zone du broyeur.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Télésurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/12/2017, article 7.5.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  En dehors des heures d'exploitation du site, une surveillance des installations par télésurveillance est mise en place afin de transmettre l'alerte en cas de sinistre. Si cette alerte est transmise directement aux services d'incendie et de secours, l'exploitant définit les mesures permettant l'accès et l'intervention des moyens publics dans les meilleures conditions possibles. Les conditions de la télésurveillance sont définies par consigne.
<b>Constats :</b>  Les constats de cette prescription sont confidentiels.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/12/2017, article 7.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li><li>- une aire réservée laissée disponible d'une superficie au moins égale à 2 fois la superficie d'un andain, et d'un engin approprié permettant d'étaler un tas en feu ;</li><li>- de plans facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers, comme prévu à l'article 7.1.1 ;</li><li>- d'un ou plusieurs appareils d'incendie d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil d'incendie. Ces appareils sont alimentés par un réseau public ou privé qui est en mesure de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. La pression dynamique minimale des appareils d'incendie est de 1 bar sans dépasser 8 bars.</li></ul> <p>Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). Ils sont implantés en bordure de voie accessible aux engins des services d'incendie et de secours ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci.</p> <p>À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve est dotée de plates-formes d'aspiration par tranche de 120 mètres cubes, dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m<sup>3</sup>/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage.</p>
<b>Constats :</b> <p>En cas d'incendie détecté par les caméras thermiques, le SDIS est contacté automatiquement. L'exploitant dispose (selon son plan d'intervention interne):</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un bassin de réserve d'eau (240 m<sup>3</sup>) disposant d'une prise de raccordement ;</li><li>- d'un poteau incendie interne (un poteau incendie public est également disponible) avec une pression dynamique et un débit de 6 bars et 60 m ;</li><li>- d'une aire réservée laissée disponible d'une superficie de 677 mètres<sup>2</sup>.</li><li>- d'un plan d'opération interne comprenant notamment un plan du site facilitant l'intervention des services incendie ainsi qu'une description des dangers.</li></ul> <p>L'inspection constate que la prise de raccordement est facilement accessible, et que le poteau d'incendie interne est indiqué correctement via un panneau indiquant notamment le débit.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Extincteurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/12/2017, article 7.6.2.2
--

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des extincteurs de type et de capacité appropriés sont installés, à l'intérieur des installations, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique. Ils sont positionnés à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Ils sont conformes aux normes NF en ce qui concerne les classes de feu et les performances des agents extincteurs. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.</p> <p>Les extincteurs sont judicieusement répartis, repérés, fixés (pour les portatifs) numérotés, visibles et accessibles en toute circonstance. La distance à parcourir à partir de n'importe quel point pour atteindre un appareil n'excède pas 15 mètres.</p> <p>Ils sont vérifiés régulièrement, et au minimum une fois par an, et maintenus en état de fonctionnement en permanence.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour les risques électriques (notamment au niveau de la broyeuse), l'exploitant dispose de 15 extincteurs à poudre PA et PB positionnés à proximité des zones de dégagements. Ils sont accessibles et visibles.</p> <p>Pour les risques d'incendie de palettes, l'exploitant dispose de 8 extincteurs AC. Ils sont également accessibles et visibles.</p> <p>L'inspection constate que les extincteurs sont numérotés, correctement répartis et vérifiés au minimum une fois par an par un organisme agréé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Formation du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/12/2017, article 7.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Des séances de formation relatives à la connaissance des produits susceptibles d'être stockés et des moyens de lutte adéquats à mettre en œuvre en cas de sinistre (incendies, fuites accidentelles) et aux risques techniques de la manutention doivent faire l'objet de recyclages périodiques, un bilan annuel est établi. Le personnel de l'exploitant chargé de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie est apte à manoeuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Des exercices de lutte contre l'incendie (mise en œuvre du matériel, méthode d'intervention, organisation de la gestion de crise...) doivent être organisés une fois par an.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'un plan de formation. Bien que la majorité du personnel ait été formée à la lutte contre l'incendie, quelques agents n'étaient pas encore formés au moment de la visite.  Le plan de formation est complet et contient notamment les dates de formation sur l'année 2024 et les dates prévisionnelles des formations à effectuer en 2025. Le SDIS a effectué une visite en 2024 et a réalisé des exercices de lutte contre l'incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 5 : Localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/12/2017, article 71.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant recense les parties de l'établissement qui, en raison des procédés mis en œuvre, des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'incendies, d'explosions, d'atmosphères nocives, toxiques ou explosives :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- soit pouvant survenir en permanence, pendant de longues périodes ou fréquemment ;</li><li>- soit pouvant survenir occasionnellement en fonctionnement normal ;</li><li>- soit n'étant pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal ou n'étant que de courte durée, s'il advient qu'ils se présentent néanmoins.</li></ul> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces zones la nature du risque (incendie, explosion, atmosphères nocives, toxiques ou explosives).</p> <p>Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés et reportées sur un plan général des ateliers et des stockages systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoins rappelés à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours.</p> <p>L'accès à ces zones dangereuses est réglementé tant pour les piétons que pour les véhicules. Seuls les véhicules munis d'un « permis d'accès véhicule en zone dangereuse », délivré par l'exploitant selon une procédure prédéfinie peuvent y accéder.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant dispose d'un plan d'intervention interne contenant un plan localisant les risques au sein du site. La nature du risque (incendie, explosion, atmosphères nocives, toxiques ou explosives) sont définis dans ce plan.</p> <p>L'inspection constate que le plan général des ateliers et des stockages situé à l'entrée du site ne contient pas toutes les informations nécessaires. En effet, ce dernier ne répertorie pas les risques ainsi que leur nature.</p> <p>De plus certains risques ne sont pas correctement signalés au niveau de l'entrée de la zone des broyeurs (risque d'électrocution et risque incendie). Les consignes à observer sont en revanche bien présentes à l'entrée de la zone.</p> <p>Un rappel des risques est indiqué à l'entrée du site, indiquant notamment la limitation de vitesse à respecter, le port obligatoire des chaussures de sécurité, d'un casque et d'un gilet jaune.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'inspection demande à l'exploitant de se munir d'un plan général des ateliers et des stockages répertoriant les risques ainsi que leur nature ainsi que de signaler les risques à l'entrée des différentes zones du site, en particulier la zone du broyeur.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Non